

Annexe de l'avis d'appel public à la concurrence

Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile ouvert sur bandes de fréquences licenciées au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

N° 2025CONV234

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.

La présente annexe complète et précise l'AAPC relatif à la Convention d'occupation du domaine public pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobiles sur les bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et L15 Ouest du Grand Paris Express.

OBJET

■ **DESCRIPTION SUCCINCTE**

L'établissement public, Société des grands projets, ci-après dénommé "Société des grands projets" ou "SGP", a été créé par la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 modifiée et « a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation ». Sa mission est de réaliser, d'ici à horizon 2031, le nouveau métro automatique Grand Paris Express (GPE).

Le Grand Paris Express (GPE) prévoit la réalisation d'environ 200 kilomètres de métro, représentant quatre nouvelles lignes, dont la ligne 15 décomposée en deux projets majeurs :

- La ligne dite L15 Sud comprenant la section entre les gares de Noisy-Champs à Pont de Sèvres ; cette ligne est d'ores et déjà en chantier.
- La ligne dite L15NEO (L15 Nord Est Ouest) comprenant :
 - La ligne L15 Ouest entre les gares de Pont de Sèvres et Saint-Denis Pleyel ;
 - La ligne L15 Est entre les gares de Saint-Denis Pleyel et Champigny Centre.

A terme, les lignes 15 Sud, 15 Ouest et 15 Est seront regroupées sur le plan opérationnel au sein de la ligne 15 assurant tout particulièrement la désaturation des réseaux de transport en commun en cœur d'agglomération.

Les lignes 15 Est et 15 Ouest sont d'une longueur totale d'environ 43 km, et comprennent 21 gares et 48 ouvrages annexes.



Aujourd'hui, la téléphonie et l'accès internet mobile sont indispensables à la mobilité des personnes. Les services apportés peuvent, pour un usager des transports publics, transformer du temps de transport ressenti comme perdu en temps permettant une continuité des activités professionnelles ou personnelles. Il paraît donc aujourd'hui inenvisageable de créer une nouvelle infrastructure de transport public sans garantir une connectivité mobile de qualité.

La SGP étant pleinement consciente de cet enjeu numérique capital souhaite donc trouver un scénario de mise en œuvre et d'exploitation alliant préservation du domaine public et qualité du service rendu aux usagers du GPE.

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.

Depuis la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (loi Macron), la SGP peut, « établir, gérer, exploiter ou faire exploiter des réseaux de communications électroniques à très haut débit [...] et fournir au public tous services de communications électroniques, au sens du 6° de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques » (texte intégré à l'article 7 VI bis de la loi du 3 juin 2010).

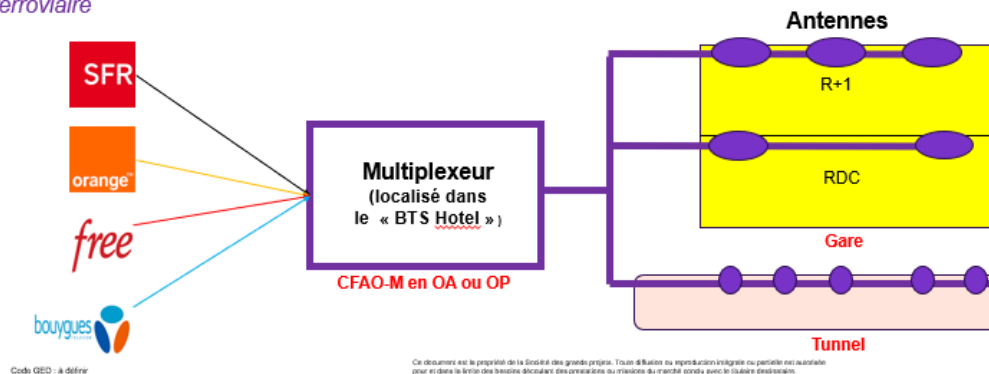
Le déploiement des réseaux mobiles est donc anticipé dès la conception du Grand Paris Express.

Dans le respect du principe d'égalité et des règles de la concurrence sur le marché des communications électroniques et au regard des spécificités du domaine public concerné, il est rappelé par ailleurs que ce réseau d'accès doit être accessible de manière non discriminatoire à tous les opérateurs de communications électroniques qui respectent les règles prévues à l'article L.33-1 du Code des Postes et des Communications Électroniques (CPCE) et disposant d'une autorisation d'utilisation de fréquences (AUF) pour établir et exploiter un réseau de communications électroniques mobiles ouvert au public.

Au vu des contraintes d'espace et d'accessibilité très fortes dans les emprises du GPE, cette consultation a permis de conforter l'idée **que le principe d'un seul réseau d'accès radio mutualisé, sur la base d'une architecture de type « DAS » (système d'antennes distribuées - Distributed Antenna System)** dont les équipements actifs (baies radioélectriques) seraient localisés dans les locaux techniques de certains ouvrages ("BTS Hotels") tandis que les antennes seraient déployées dans les espaces voyageurs des gares et les tunnels, est la meilleure solution pour couvrir cette nouvelle ligne.

*Qu'est-ce qu'un système d'antennes distribuées (DAS)?
Ce n'est pas si compliqué que cela, et pourtant....*

Réponse : Une infrastructure télécom (en violet) qui permet de mutualiser un unique jeu d'antennes exploité par plusieurs opérateurs mobiles de manière à minimiser la surface occupée en emprise ferroviaire



▪ DESCRIPTION DES PRESTATIONS

L'objet de la procédure est la conclusion d'une convention d'occupation domaniale (la « Convention ») pour permettre la conception, le déploiement, l'exploitation ainsi que la maintenance d'un réseau d'accès radio mutualisé de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express (le « Réseau »), en application de l'article L. 2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques, par l'un des candidats qui se sera manifesté en démontrant d'une part sa capacité à répondre aux besoins, et d'autre part à respecter les contraintes liées aux spécificités du domaine public occupé.

Le Réseau devra donc permettre aux usagers des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express, y compris dans les trains en déplacement entre les gares, quel que soit leur opérateur de service de téléphonie mobile,

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.

de communiquer conformément aux standards de qualité de service habituellement rencontrés dans les espaces publics via leurs terminaux.

Les services en question concernent toutes les natures de communications (voix, données, vidéo), l'accès à internet et magasins d'applications, et donc à tous les types de contenus multimédia associés.

Le réseau devra prendre en compte l'intensification des usages actuels et futurs et les évolutions technologiques attendues dans le domaine des communications mobiles et être en mesure de connecter notamment tous les terminaux conformes aux standards 4G et 5G de l'organisme de standardisation 3GPP.

Ainsi, le Réseau déployé servira de support aux fréquences dont les opérateurs de services de réseaux mobiles ouverts au public (opérateurs mobiles licenciés) sont attributaires, et auquel ces opérateurs viendront s'y raccorder.

Pour ce faire, le Candidat retenu se verra confier des espaces sur les emprises du GPE, il assumera ainsi les rôles de maîtrise d'ouvrage (MOA) et de maîtrise d'œuvre (MOE) pour l'ensemble du projet, impliquant la responsabilité de la conception, du déploiement, de l'exploitation et de la maintenance du Réseau, ainsi que l'ensemble des risques financiers et opérationnels associés.

- Le Candidat retenu devra également prendre en compte qu'il devra au cours du projet convenir de contractualiser avec notamment les parties prenantes suivantes : RATP Infrastructures en tant que gestionnaire des infrastructures ferroviaires du GPE;
- Le futur opérateur de transport en tant qu'exploitant de la ligne 15 (appel d'offre non encore lancé à date par IDFM);
- Connect Grand Paris (CGP) en tant que concessionnaire et gérant de certaines infrastructures potentiellement contributives (locaux techniques, liens de transmission, chambres d'interconnexion sur voirie, dessertes internes en gare et en tunnel) à la mise en œuvre du Réseau du Candidat retenu

Il est à noter que, dans le cadre de cette Convention, la SGP ne subventionnera ni ne financera le projet au-delà de ce qu'elle investit au titre du projet ferroviaire.

Les couvertures géographiques attendues de ce Réseau sont les suivantes :

- La couverture de la ligne 15 Ouest s'étendant de la gare de Pont de Sèvres (non comprise) et Saint-Denis Pleyel (non comprise) ;
- La couverture de la ligne 15 Est, s'étendant de la gare de Saint-Denis Pleyel (non comprise) et Champigny Centre (non comprise).

Il convient de noter que les gares d'extrémité de ces deux lignes ne feront pas parties des zones à couvrir au titre de cette CODP : elles sont en effet couvertes dans le cadre des CODP relatives à la ligne 15 Sud pour les gares de Pont de Sèvres et Champigny Centre, et à la ligne 16/17 pour la gare de Saint-Denis Pleyel.

Le futur Occupant devra s'interfacer avec les occupants de ces deux CODP afin de garantir une continuité de services sans coutures sur l'ensemble de la ligne.

Le Réseau ainsi déployé devra permettre aux opérateurs de services mobiles licenciés de fournir leurs services de télécommunications en mobilité dans :

- les tunnels
- les gares, plus particulièrement les zones suivantes :
 - l'entrée et l'espace d'accueil dans la gare ;
 - les quais ;
 - toutes les zones de transit intermédiaire et d'attente voyageur entre l'espace d'accueil dans la gare et les quais.

Les principales exigences liées à la préservation de l'intégrité du domaine public concerné sont, en l'état actuel des études, les suivantes :

- **Le respect des emprises et des contraintes domaniales** : toute mise en œuvre opérationnelle nécessite en amont l'approbation des architectes et des maîtres d'œuvre mandatés par la SGP sur la base des études conduites et exposés par le Candidat en réunion de concertation ad hoc. Ces études, et le cas

échéant leur mise en œuvre, devront par ailleurs dans tous les cas respecter la législation, la réglementation, les normes et l'état de l'art en vigueur et à venir relative et/ou applicable au secteur ferroviaire.

- **Le respect des règlements de sécurité et des normes en vigueur sur les chantiers** : la sécurité des personnes engagées sur le projet du GPE est une priorité absolue pour la SGP. Toutes les interventions opérationnelles (visites techniques, travaux de mise en œuvre, visite de réception, etc.) doivent strictement respecter les procédures et règles de prévention et d'action en vigueur sur les chantiers du GPE.
- **Le respect des processus d'études qui rythment le projet GPE** : le Candidat devra conduire ses études en tenant compte notamment des contraintes exportées par les entreprises du GPE, et le cas échéant et si nécessaire, arbitrées par les autorités désignées par la SGP, mais aussi de toutes autres contraintes arbitrées par la SGP. A cette fin, le Candidat se dotera d'outils de modélisation numérique 3D permettant de révéler d'éventuels conflits au moment de l'intégration de ses maquettes dans le système d'information mis en place par la SGP.
- **Le respect de l'organisation des chantiers du GPE** : toute demande d'intervention exposée par les entreprises du Candidat, sur le fondement d'études exécutoires validées par les autorités désignées par la SGP en amont, ne sera autorisée qu'après accord des autorités désignées par la SGP qui les aura fait ordonnancer, planifier, et coordonner.
- **La neutralité du Candidat en tant qu'opérateur d'infrastructure vis-à-vis des opérateurs de service** : dans le respect du principe d'égalité et des règles de la concurrence sur le marché des communications électroniques et au regard des spécificités du domaine public concerné, il est rappelé par ailleurs que le Réseau doit être accessible de manière non discriminatoire à tous les opérateurs de communications électroniques qui respectent les règles prévues à l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques (CPCE) et disposant d'une autorisation d'utilisation de fréquences (AUF) pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public.
- **L'innocuité du Réseau vis-à-vis des systèmes ferroviaires** : le Candidat devra s'assurer que l'ensemble des équipements déployés respecte les contraintes de cohabitation radio strictement imposées pour garantir le bon fonctionnement des services de transport (disponibilité, intégrité, confidentialité, traçabilité), en écartant tous risques d'interférences susceptibles d'impacter l'exploitation du métro et les services aux voyageurs. Les fréquences utilisées par le système de transport ferroviaire sont tout particulièrement, à date les suivantes :
 - 2,6 GHz TDD pour la transmission sol/bord ;
 - 700 MHz pour la radio exploitation ;
 - 5,9 GHz pour le CBTC (automatisme de conduite) ;
 - 5GHz (5,15-5,25GHz et 5,735-5,815GHz) : Déchargement vidéoprotection / Vidéosurveillance en rame, via les fréquences Wi-Fi
 - 2,4GHz, 5GHz et 6GHz : service Wi-Fi à usage du grand public.
- **La gestion des risques résiduels relatifs à la cybersécurité** : le Candidat devra sécuriser son Réseau (matériels et logiciels) contre toute tentative d'intrusions et de dérives électromagnétiques qui pourraient compromettre notamment l'image de marque, la sûreté, la sécurité et la disponibilité des communications critiques liées à l'exploitation du réseau ferroviaire. Le Candidat veillera notamment à ce titre à l'absence totale de dépendance physique ou logique entre le Réseau et les systèmes en lien avec le réseau de transport ferroviaire.
- **Exposition des ondes électromagnétique au grand public** : le Candidat devra s'assurer que les niveaux de rayonnement en émission et en réception sont conformes à la réglementation en vigueur tant dans les gares que dans les rames en circulation dans les tunnels.
- **Évolutions technologiques** : le Candidat devra garantir l'évolution de la solution (matériels et logiciels) déployée sur le Réseau afin d'assurer la compatibilité avec les avancées technologiques, les nouvelles

normes réglementaires et les exigences des opérateurs mobiles. Cette obligation implique la mise en place d'un suivi technique rigoureux, l'anticipation des besoins en modernisation et l'intégration des évolutions nécessaires pour maintenir une qualité de service optimale. L'entreprise devra également veiller à ce que toute mise à niveau ou remplacement d'équipements et de mise à jour logiciel soit réalisé dans le respect des contraintes d'exploitation, de sécurité et de cohabitation avec les autres infrastructures, tout en minimisant les perturbations pour les usagers et les parties prenantes du projet.

▪ **INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Il est rappelé que tous les intitulés du libellé et du contenu des rubriques de l'avis et de la présente annexe doivent exclusivement s'entendre comme portant sur une convention d'occupation domaniale non soumise au code de la commande publique.

La durée de la Convention sera négociée afin d'être optimisée, en application des principes exposés à l'article L.2122-2 du code général de la propriété des personnes publiques, à savoir : ne pas restreindre ou limiter la libre concurrence au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer l'amortissement des investissements projetés et une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

▪ **CAPACITE DES PERSONNES HABILITEES A ENGAGER LEUR ENTITE ET HABILITATION DU MANDATAIRE**

Afin d'anticiper les opérations de vérification qui seront faites au plus tard à l'attribution **de la convention d'occupation du domaniale**, il est fortement conseillé :

- à chaque candidat ou, en cas de groupement candidat, à chaque membre du groupement, de fournir un document attestant de la capacité de la personne habilitée à engager l'entité concernée (exemple : numéro unique d'identification, délégation, ...) ;
- au mandataire (en cas de groupement uniquement), de fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement, précisant les conditions de cette habilitation.

▪ **MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS**

A. Dématérialisation de la procédure de passation

La mise à disposition des documents de la consultation et les communications et échanges dans le cadre de la présente procédure sont dématérialisés par voie électronique.

La Société des grands projets a recours, pour la présente convention d'occupation domaniale, au site dématérialisé suivant, dénommé ci-après « profil d'acheteur » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats ne peuvent en aucun cas recourir à une Plateforme dématérialisée extérieure de leur choix, pour la transmission de leur dossier de candidature ou d'offre sous peine de rejet de la candidature ou de l'offre.

1. Principes généraux

Les prérequis techniques de la plateforme sont disponibles en pied de page de PLACE.

Chaque profil d'acheteur indiqué ci-dessus est interopérable avec les autres outils et dispositifs de communication électronique et d'échanges d'informations utilisés dans le cadre de la commande publique.

2. Antivirus

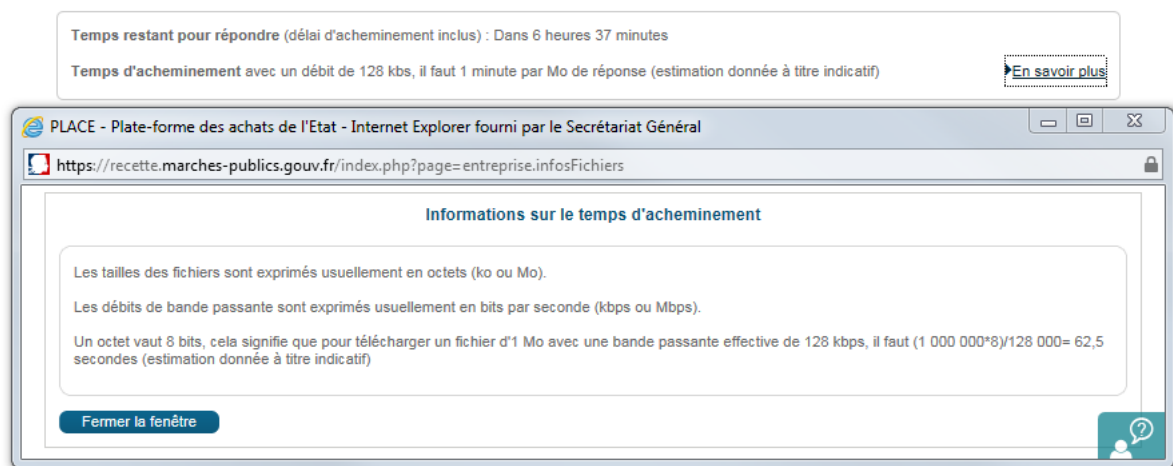
Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

3. Avertissement et recommandation aux entreprises

C'est la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise de la réponse dématérialisée. Les entreprises sont donc invitées à intégrer des marges en termes de délais dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.

Sur la page de dépôt d'une offre, il est indiqué sur le profil d'acheteur PLACE :



Les dépôts, par l'opérateur économique, de documents sur le profil d'acheteur donnent immédiatement lieu à l'envoi d'un accusé réception automatique portant les mentions suivantes :

- l'identification de l'opérateur économique auteur du dépôt ;
- le nom de l'acheteur public ;
- l'intitulé et l'objet de la consultation concernée ;
- la date et l'heure de réception des documents ;
- la liste détaillée des documents transmis.

4. Mise à disposition des documents de la consultation sur le profil d'acheteur

Les documents de la consultation sont mis à disposition gratuitement (les frais d'accès au réseau restent à la charge du candidat) par voie électronique à l'adresse du profil d'acheteur suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Le cadre de réponses est publié par la Société des grands projets sur le profil d'acheteur indiqué ci-dessus. Il est accessible à tous les candidats et peut être téléchargé sur le profil d'acheteur mentionné ci-dessus.

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.

Les candidats doivent indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les éventuelles modifications et précisions apportées à ce document.

5. Modalités de transmission des plis, de communications et échanges d'informations sur le profil d'acheteur

Les modalités de communication et d'échanges d'informations par voie électronique doivent respecter les exigences minimales fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique.

Dans le cas de candidatures en groupement, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

6. Conditions de transmission des plis sur le profil d'acheteur

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>



Les candidats doivent transmettre leur candidature en une seule fois. Ainsi, en cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Par conséquent, en cas d'oubli, d'erreur ou de volonté de modification du dossier de candidature, le candidat doit déposer, avant la date limite de remise des candidatures, un nouveau dossier complet avec l'intégralité des documents exigés dans l'AAPC et son annexe.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de cette plate-forme, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

7. Présentation des dossiers et format des fichiers acceptés

Les règles concernant la codification des fichiers sur le support informatique sont les suivantes :

- Les pièces de chaque dossier doivent être clairement identifiables et seront nommées de la façon suivante : Numéro de marché_candidat_nom_de_la_pièce
- Privilégier les abréviations dans le nom des fichiers ;
- Privilégier des noms de dossiers courts ;
- Utiliser « _ » pour remplacer un espace dans le nom des fichiers ;
- Utiliser «-» pour remplacer la préposition « de », « la », etc. ;
- Ne pas mettre d'accent ou de caractère tel que « & » dans le nom des fichiers.

NB : Le nom du support de doit pas excéder 16 caractères.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Les documents aux formats Word et Pdf doivent être exploitables pour la recherche plein texte, en version non protégée et non verrouillée.

Les documents sous format Excel doivent être transmis à la fois sous format .pdf (documents datés) et sous format Excel.

8. Horodatage qualifié

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. L'horodatage est qualifié conformément aux dispositions du règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Les candidats sont responsables de l'acheminement de leur dossier à la date et l'heure limites fixées par la consultation.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des candidatures ou des offres peuvent être modifiées par l'Acheteur.

B. Copie de sauvegarde

Les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique sont vivement incités à adresser à l'Acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres, sous peine de non prise en compte de la copie de sauvegarde.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.

- « Copie de sauvegarde » ;
- 2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express
- Nom ou dénomination du candidat.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible de « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019 précité :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Conformément à l'article 2.III de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'Acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif cité ci-dessus, elle est détruite.

Si la copie de sauvegarde n'est pas parvenue dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, elle est détruite à l'issue de la procédure.

Soit le candidat dépose sa copie de sauvegarde en mains propres contre récépissé, entre 9h30 et 12h00 les jours ouvrés, à l'adresse suivante :

Société des grands projets
À l'attention de la Direction des Marchés et du Pilotage contractuel
2025CONV234
Immeuble Moods
13, rue Henri Murger
93200 SAINT DENIS
Ne pas ouvrir

Soit le candidat envoie sa copie de sauvegarde par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, à l'adresse suivante :

Société des grands projets
À l'attention de la Direction des Marchés et du Pilotage contractuel
2025CONV234
Immeuble Moods
2 mail de la petite Espagne
CS 10011
93212 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Ne pas ouvrir

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ne seront pas analysés.

▪ **INCOMPATIBILITES / CONFLIT D'INTERETS**

A. Dispositions générales

Au sens de la présente rubrique, on entend par « entreprise liée » toute entreprise sur laquelle le candidat peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le candidat ou toute entreprise qui, comme le candidat, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.

entreprise détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise ou dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

Le candidat étant personnellement responsable des obligations résultant de la partie de la convention d'occupation domaniale qu'il sous-traite, il s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour faire respecter les stipulations de la présente rubrique à son(ses) sous-traitant(s).

B. Incompatibilités

La mission objet de la présente convention d'occupation domaniale n'est concernée par aucune incompatibilité légale ou réglementaire avec toute autre mission réalisée pour le compte de la Société des grands projets.

C. Conflits d'intérêts

Le candidat ou une entreprise liée ne pourra se voir attribuer la présente convention d'occupation domaniale si sa candidature est susceptible d'aboutir à une situation de conflit d'intérêts en ce sens qu'il peut, sans en avoir même l'intention, s'il est soumissionnaire ou titulaire de marché(s)/accord(s)-cadre(s) en cours ou ultérieur(s), influencer les conditions de passation ou d'exécution de la présente convention d'occupation domaniale.

Une situation de conflit d'intérêts est caractérisée :

- lorsque la participation d'un candidat ou groupement candidat à la présente procédure est susceptible de créer une situation dans laquelle une personne physique ou morale qui, participant au déroulement de la procédure de passation de la présente convention d'occupation domaniale ou étant susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.
- lorsque la réalisation par un même opérateur économique ou l'une de ses entreprises liées, de la mission objet de la présente convention d'occupation domaniale et d'une autre mission effectuée pour le compte de la Société des grands projets, créerait une situation d'interférence, de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de l'une ou de ces deux missions.

A cet égard, chaque candidat, ou en cas de groupement candidat, chaque membre du groupement, doit prendre connaissance et compléter la déclaration d'absence de conflit d'intérêts après avoir téléchargé le fichier (Fichier Excel - 2025CONV234 - Déclaration d'absence de conflit d'intérêts) à l'adresse suivante : www.marchespublics.gouv.fr : "Consultation en cours" - "Recherche Rapide" 2025CONV234 ".

Le fichier dûment renseigné et daté par la personne habilitée à engager l'entité devra être inséré dans le dossier de candidature en format électronique.

S'il apparaît que les missions exercées (ou en cours) par un candidat ou groupement candidat le placent dans une situation de conflit d'intérêts, telle que définies ci-dessus, il lui sera demandé dans un délai raisonnable et par tout moyen, de présenter ses observations afin de justifier des mesures prises pour corriger cette situation et démontrer que sa participation à la procédure de passation de la présente convention d'occupation domaniale n'est pas susceptible de créer une situation de conflit d'intérêts. **Les candidats sont incités dès à présent apporter toutes les justifications nécessaires dans le cadre de la déclaration d'intérêt qui doit être jointe au dossier du candidat conformément au paragraphe ci-dessus.**

Si les justifications apportées par le candidat ne s'avèrent pas suffisantes pour caractériser l'absence de situation de conflit d'intérêts, la Société des grands projets exclura sa candidature pour ce motif.

Lorsque la situation de conflit d'intérêts concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, la Société des grands projets exigera son remplacement par un autre opérateur économique qui ne se trouve pas dans une telle situation, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Le candidat ou groupement candidat étant personnellement responsable des obligations résultant de la partie de la convention d'occupation domaniale qu'il sous-traite, **il s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour faire respecter les stipulations de la présente rubrique à son(ses) sous-traitant(s) et transmettre**

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.

à la Société des grands projets l'attestation sur l'honneur dûment complétée selon le modèle annexé au modèle de DC4 fourni par SGP.

▪ **MESURES RESTRICTIVES EU EGARD AUX ACTIONS DE LA RUSSIE DESTABILISANT LA SITUATION EN UKRAINE**

La présente consultation entre dans le champ d'application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

Conformément au point 23 de l'article 3 terdecies du règlement précité, et à compter du 9 avril 2022, la Société des grands projets **a l'interdiction d'attribuer un marché / accord-cadre** dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et de ce manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Dans le prolongement des vérifications qui seront effectuées par la Société des grands projets, **il est demandé à chaque candidat ou, en cas de groupement candidat, à chaque membre du groupement, de fournir un document attestant que l'entité concernée ne se trouve dans aucun des cas susmentionnés, ou à défaut, de déclarer toute situation de nature à contrevenir aux dispositions du règlement (UE) n°2022/576 du 8 avril 2022, conformément au modèle SGP** après avoir téléchargé le fichier (Fichier Excel 2025CONV234 - Attestation sur l'honneur relatives aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine) à l'adresse suivante : www.marchespublics.gouv.fr : "Consultation en cours" - "Recherche Rapide" 2025CONV234 . **Le fichier dûment renseigné et daté par la personne habilitée à engager l'entité devra être inséré dans le dossier de candidature en format électronique.**

Le candidat ou groupement candidat étant personnellement responsable des obligations résultant de la partie de la convention d'occupation domaniale qu'il sous-traite, **il s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour faire respecter les stipulations de la présente rubrique à son(ses) sous-traitant(s) et transmettre à la Société des grands projets l'attestation sur l'honneur dûment complétée selon le modèle précité.**

Si votre entité ou l'un (ou plusieurs) des membres du groupement se trouve(nt) confronté(e)s à l'une ou plusieurs des hypothèses précisées ci-dessus, la Société des grands projets étudiera, au cas par cas, les éventuelles possibilités offertes par le code de la commande publique pour permettre à votre entité ou groupement de continuer la procédure de passation (*exemple : substitution de sous-traitance, remplacement de fournisseur, remplacement d'un membre du groupement en application des articles R. 2142-26 du code de la commande publique*).

▪ **CONFIDENTIALITE**

Sans préjudice de toute mesure particulière mise en œuvre par la Société des grands projets de nature à préserver la confidentialité des informations transmises à l'occasion de la présente consultation, les candidats s'engagent, en application de leurs obligations de confidentialité et de respect du secret des affaires, à :

- utiliser les documents du dossier de consultation et tout autre document et/ou information reçu de la part de la Société des grands projets seulement pour l'établissement de sa candidature et/ou de son offre et pour l'exécution de l'éventuelle convention d'occupation domaniale en résultant ;

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.

- ne diffuser aucun document du dossier de consultation et tout autre document ou information reçu de la part de la Société des grands projets, de quelque nature que ce soit, à des tiers, sans l'autorisation écrite et préalable de la Société des grands projets.

Le candidat s'engage à faire respecter ces obligations par toute personne agissant pour son compte.

Les dispositions du présent article entrent en vigueur à compter du lancement de la consultation et sont valables cinq (5) ans à partir de la notification de la convention d'occupation domaniale.

2025CONV234 - Convention d'occupation domaniale pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques mobile sur bandes de fréquences licenciées ouvert au public dans les emprises des lignes 15 Est et 15 Ouest du Grand Paris Express

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions de la convention conclue avec l'occupant destinataire.